

Groupe de recherche sur la régulation de l'économie capitaliste. *Crise et régulation : Recueil de textes, 1979-1983.* Grenoble, Presses de l'Université de Grenoble, 1983, 502 p.

Alain Noël

Volume 16, numéro 1, 1985

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701806ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701806ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Noël, A. (1985). Compte rendu de [Groupe de recherche sur la régulation de l'économie capitaliste. *Crise et régulation : Recueil de textes, 1979-1983.* Grenoble, Presses de l'Université de Grenoble, 1983, 502 p.] *Études internationales*, 16(1), 169–170. <https://doi.org/10.7202/701806ar>

les mêmes que celles d'une politique de restructuration de l'État, c'est le but qui définit la différence. Un ouvrage sur le séparatisme devrait ainsi réunir des exemples de séparatisme, qu'il ait réussi ou échoué. Certes les cas modernes ne sont pas abondants, mais il y en a assez: Norvège 1905, Irlande 1916, Slovaquie 1939, Biafra 1967, Bangladesh 1971, Québec 1980.

Faute de mieux, il nous semble que le nationalisme minoritaire définit adéquatement le nationalisme des nations numériquement minoritaires dont le but est de restructurer l'État pour leur permettre à la fois de définir leur propres besoins et de participer à part entière au développement de l'État. L'introduction de Williams, les essais d'Orridge et Smith et la conclusion de MacIver offrent un nombre intéressant d'éléments pour le développement d'une théorie du nationalisme minoritaire.

Malgré ses lacunes, le mérite de cet ouvrage est de tenter de comprendre et d'expliquer quelques nationalismes minoritaires.

Stanislav KIRSCHBAUM

*Département de science politique
Collège Glendon, York University, Toronto*

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

GRUPE DE RECHERCHE SUR LA RÉGULATION DE L'ÉCONOMIE CAPITALISTE. *Crise et régulation: Recueil de textes, 1979-1983*. Grenoble, Presses de l'Université de Grenoble, 1983, 502 p.

Le Groupe de recherche sur la régulation de l'économie capitaliste (G.R.R.E.C.), installé à l'Université de Grenoble, travaille depuis près de dix ans sur la régulation. Ses analyses, moins connues que celles des auteurs reliés au C.E.P.R.E.M.A.P. (Lipietz, Boyer, Mistral, Delorme, André), offrent une perspective distincte sur la question et peuvent stimuler la réflexion et fournir un éclairage complémentaire.

Que propose donc le G.R.R.E.C.? Il n'est pas facile de systématiser l'approche propo-

sée. En effet, les auteurs eux-mêmes n'en sont pas à ce stade. Avec ce recueil de textes, qui ne constitue « pas un tout cohérent », ils soumettent à la discussion un « ensemble d'hypothèses, de définitions provisoires ou de premières conclusions » (p. 1). Et s'ils réfèrent aux travaux du C.E.P.R.E.M.A.P., c'est toujours indirectement, soulignant ici les convergences (p. 58) et là « la différence profonde d'analyse » (p. 481). En fait, il y a convergence dans la mesure où le développement du capitalisme est vu comme un processus discontinu, caractérisé par une succession de formes structurelles différentes. Mais les explications données à ce processus divergent.

Pour le G.R.R.E.C., le capitalisme fonctionne et peut se reproduire si deux conditions sont assurées: les contre-tendances à la baisse du taux de profit l'emportent sur la tendance, et la tendance à l'égalisation du taux de profit d'une industrie à l'autre demeure efficace. Mais, inexorablement, ces conditions cessent de se réaliser, et le capitalisme entre en crise. Le taux de profit baisse, comme le veut la loi de Marx, dès que les contre-tendances cessent de fonctionner, ce qui arrive nécessairement à cause de luttes des travailleurs et de limites diverses. Alors, la concurrence s'exacerbe et les firmes investissent et recourent à de nouvelles techniques. Ceci stimule l'inflation, crée du chômage et accélère le mouvement de concentration, ce qui réduit l'efficacité de la tendance à l'égalisation des taux de profit. Les deux conditions nécessaires à l'accumulation étant perdues, la crise s'ouvre. C'est un moment de luttes sociales et de changement, qui peut déboucher, ou non, sur de nouvelles structures capitalistes. La crise de 1873-1896 a mis fin au capitalisme concurrentiel, où l'égalisation des taux de profit se faisait par la concurrence. Elle débouche sur le capitalisme monopoliste et l'impérialisme, qui relancent l'accumulation. Jusqu'à la crise de 1929, qui sera à l'origine du capitalisme monopoliste d'État, en crise depuis 1967.

Évidemment, ce résumé ne rend pas totalement justice à une approche théorique qui se développe sur cinq cents pages. Gérard Des-
tanne de Bernis, par exemple, présente des analyses très intéressantes sur le développe-

ment des crises, les luttes qu'elles engendrent ou le rôle de l'État. Alda Del Forno compare avec profit les politiques des États fascistes et libéraux entre les deux guerres. Il y a également des discussions valables sur le procès de travail (Bartoli), le Thatcherisme (Gerbier), ou le protectionnisme (de Bernis). Mais les fondements théoriques demeurent les mêmes. Et ce sont ceux-ci qui sont discutables.

Ce que propose le G.R.R.E.C., c'est une explication des crises en tant que phénomènes « endogènes » et « inévitables ». Elles le sont, endogènes et inévitables, parce que les contre-tendances à la baisse du taux de profit ne peuvent que s'épuiser. Mais pourquoi cela ? De Bernis retient trois raisons qu'il n'explique guère : les pratiques agissant comme contre-tendances sont « contrecarrées par les luttes sociales ou politiques », elles « s'épuisent d'elles-mêmes physiquement », ou elles créent « des contradictions de plus en plus forte dans d'autres parties du système économique » (p. 113). Or, aucune de ces raisons n'est véritablement endogène et/ou nécessaire. Les luttes sociales sont un facteur exogène ayant une évolution propre. Quant aux deux autres, leur imprécision ne permet pas de parler sérieusement de nécessité. Que sont les limites « physiques » de l'exploitation ? Pourquoi les contradictions, tolérables un moment, s'exacerbent-elles ? À quel instant la crise devient-elle nécessaire ?

Le développement du capitalisme et les crises n'ont pas nécessairement à être expliqués par des lois formelles et systématiquement déterminés. Mais si tel est le but avoué, le raisonnement ne peut pas simplement être complété par l'addition *ad hoc* de facteurs exogènes mal définis.

Par ailleurs, l'accent mis par les auteurs sur les lois de l'accumulation leur fait oublier des éléments importants. Les différences entre les époques et les crises, par exemple, sont parfois négligées. Ainsi, le caractère inflationniste propre à la crise actuelle est nié, chaque crise ayant été, selon le G.R.R.E.C., inflationniste (au moins au départ ; p. 267). De même, l'évolution de la répartition et de la consommation depuis la guerre est passée sous silence. La compréhension de l'État et de son rôle

est également plutôt faible. On retrouve, un peu améliorée, la thèse du capitalisme monopoliste d'État : l'État prend le capitalisme en charge après la guerre. Les analyses de la transnationalisation sont valables mais, là encore, les phénomènes sont plutôt rapidement déduits des mêmes lois fondamentales.

L'étude du capitalisme et de ses crises pose bien des problèmes. Mais les théories faisant plus de place au changement et à la complexité semblent plus prometteuses qu'une approche déduisant toute la dynamique sociale de quelques lois mal étayées.

Ceci dit, il ne faudrait pas rejeter complètement les travaux du G.R.R.E.C.. Par delà les faiblesses théoriques, le *Recueil de textes* demeure une lecture stimulante, une somme d'analyses couvrant des questions importantes de façon souvent éclairante.

Alain NOËL

*Graduate School of International Studies
University of Denver, Colorado, États-Unis*

INSTITUTE FOR INTERNATIONAL ECONOMICS — *Promoting World Recovery: A Statement on Global Economic Strategy*. Washington (D.C.). Institute for International Economics, 1982, 48 p.

Cette brochure est fortement marquée par l'état de quasi-panique qu'avait suscité la dégradation accélérée de l'économie mondiale au cours de la deuxième moitié de 1982. Les auteurs sont manifestement sensibles au glissement dans la récession et l'imminence de la faillite de certains États, conséquences des politiques monétaristes et des *supply-side economics*. La brochure comprend une déclaration signée par vingt-six économistes provenant de quatorze pays réunis à Washington les 22-23 novembre 1982 par l'*Institute*, ainsi qu'un document de travail de John Williamson.

Prenant acte de la crise économique, les signataires expriment leur inquiétude face au danger de l'éclatement d'une guerre commerciale, des dévaluations concurrentielles, ou